

SAVING
LIVES
CHANGING
LIVES



Évaluation de la sécurité alimentaire et des marchés (SiSSAN)

Guinée-Bissau | Octobre 2021

RESUME DES RESULTATS

La sécurité alimentaire des ménages a connu une légère amélioration en octobre par rapport aux mois de juillet et de mai. Le pourcentage de ménages utilisant des stratégies de survie sévères basées sur la consommation ou sur les moyens d'existence pour satisfaire leurs besoins alimentaires a baissé de 55 pour cent en juillet à 51 pour cent en octobre 2020 (environ 818 000 personnes).

Cela s'explique partiellement par le démarrage tardif de la campagne de commercialisation de la noix de cajou en juin au lieu d'avril, ce qui a mitigé les impacts négatifs de la période de soudure. Les régions d'Oio, de Biombo, de Bafata et de Gabu enregistrent le pourcentage le plus élevé de ménages vulnérables par rapport à la moyenne générale.

Environ 13 pour cent des ménages ont une consommation alimentaire inadéquate (pauvre ou limite), soit plus de 206 000 personnes. Seul le secteur

autonome de Bissau et les régions de Biombo, Bafata et Cacheu sont en dessous de la moyenne générale. Parmi les ménages avec un score alimentaire acceptable (87 pour cent), la moitié des ménages ne peuvent satisfaire leurs besoins alimentaires qu'après l'usage de stratégies de survie sévères, avec potentiellement des répercussions négatives sur leur futur économique et social.

L'enquête a révélé que les marchés étaient globalement bien approvisionnés en produits alimentaires et non alimentaires. Cependant, une hausse des prix des produits alimentaires a été observée sur beaucoup de produits essentiels comme le riz local, la farine de blé, les tubercules, le poisson, l'arachide et certains fruits et légumes.

1. CONTEXTE DE L'ETUDE

Le 24 mars 2020, la Guinée-Bissau a enregistré son premier cas de COVID-19. Les autorités nationales ont émis un confinement national le 26 mars et un état d'urgence a été déclaré le 27 mars. Le pays avait auparavant fermé les frontières, les écoles, les restaurants et d'autres entreprises locales, interdit les rassemblements publics, restreint les transports publics et réduit les heures d'ouverture des marchés de 7h du matin à 12h de l'après-midi.

Depuis lors, les restrictions ont été assouplies, mais l'état d'urgence a été prolongé à plusieurs reprises. A la date du 28 octobre 2020, le pays avait enregistré 2413 personnes infectées par la COVID-19, dont 41 cas de décès. Les statistiques officielles montrent une décroissance continue des cas depuis le mois de mai qui correspondait au pic de la pandémie en Guinée-Bissau. Les hommes sont plus touchés (56 pour cent) que les femmes (43 pour cent). En octobre, toutes les régions du pays sont touchées par la COVID-19 y comprise la région insulaire de Bolama-Bijagos qui était jusque-là épargnée. Le secteur autonome de Bissau, la capitale, enregistre les 86 pour cent des cas d'infection dans le pays.

En mai 2020, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) des Nations Unies, en partenariat avec le Ministère de l'agriculture et du développement rural (MADR) et l'Institut National de Statistique (INE), a mené une évaluation de la sécurité alimentaire et du fonctionnement des marchés pour mieux comprendre l'impact du COVID-19 sur la situation de la sécurité alimentaire dans le pays. L'enquête a révélé que 51 pour cent des ménages étaient vulnérables à l'insécurité alimentaire. En dehors de la capitale Bissau, le nombre de ménages utilisant des stratégies d'adaptation sévères basées sur la consommation a augmenté de près de cinq fois, passant de 12 pour cent en septembre 2019 à 51 pour cent en mai 2020. À Bissau, le nombre de ménages utilisant des stratégies d'adaptation sévères a doublé, passant de 15 pour cent en mai 2018 à 30 pour cent en mai 2020.

L'enquête de juillet 2020 a montré une amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle dans le pays, due en grande partie à l'assouplissement des restrictions liées à la gestion de la pandémie. En juillet 2020, la proportion de ménages utilisant des stratégies d'adaptation sévères basées sur la consommation était passée de 51 pour cent en mai en 2020 à 20,1 pour cent.

En octobre 2020, le PAM, en partenariat avec le MADR et l'INE, a mené une nouvelle enquête pour suivre l'évolution de la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays. La

collecte de données a coïncidé avec la fin théorique de la période de soudure, et a été menée dans le cadre du Système de Suivi de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (SiSSAN) géré par le PAM, le MADR et l'INE. L'enquête a été menée sur 2 051 chefs de ménage via la plate-forme mVAM (mobile Vulnerability Analysis Mapping), le système de collecte de données du PAM à l'aide d'entrevues téléphoniques.

2. CONTEXTE DU PAYS

La Guinée-Bissau est un pays d'Afrique de l'Ouest à faible revenu, avec une population de 1,62 million d'habitants (INE 2013). Quarante-sept ans d'instabilité politique ont profondément entravé le développement socioéconomique et humain du pays, qui aujourd'hui est classé 175e sur 189 pays selon l'Indice de développement humain (IDH) 2020. La Guinée-Bissau a un revenu national brut (RNB) par habitant de 820 USD et un produit intérieur brut (PIB) de 1,34 milliard USD (Banque mondiale, 2019).

L'agriculture représente 47,5 pour cent de son PIB, et emploie 67,9 pour cent de la population active (OIT 2020). La noix de cajou est la principale culture, occupant 50 pour cent des terres arables et représentant 90 pour cent des exportations du pays, ainsi que 10 pour cent de son PIB. Elle fournit des revenus directs ou indirects à 85 pour cent de la population. Les autres cultures comprennent le riz (cultivé principalement pour la consommation des ménages), le maïs, le mil et le sorgho.

Les ménages vulnérables sont fortement exposés aux fluctuations du prix international des noix de cajou, ainsi qu'aux risques liés au changement climatique - en premier lieu inondations, sécheresses et érosion côtière - et à la dégradation récurrente de l'environnement causée par la mauvaise gestion des terres.

Le pays est touché par l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Selon le Cadre Harmonisé (CH) de novembre 2019, 10,2 pour cent des ruraux population (131 170 personnes) étaient en situation d'insécurité alimentaire sévère et classés en phase 3 ou au-dessus. Environ 25 pour cent de la population (326 817 personnes) étaient classés en phase 2 en raison de leur consommation alimentaire minimalement adéquate et leur incapacité à subvenir aux besoins essentiels non alimentaires de base sans l'adoption de mécanismes d'adaptation négatifs, et sont susceptibles de basculer en phase CH 3 ou supérieure.

Les taux de retard de croissance chez les enfants âgés de 6 à 59 mois ont diminué depuis 2012,

passant de 32,2 à 27,7 pour cent en 2018, mais restent élevés, dépassant 30 pour cent dans les régions d'Oio, Bafatá et Gabu. La malnutrition aiguë touche 5 pour cent des enfants du même groupe d'âge (MICS6, 2020).

En septembre 2019, avant la pandémie de COVID-19, seuls 8 pour cent des enfants âgés de 6 à 23 mois recevaient un régime alimentaire minimalement acceptable, et seulement 29 pour cent des femmes et des filles âgées de 15 à 49 ans avaient une diversité alimentaire minimale satisfaisante (PAM, 2020).

3. COMBIEN DE PERSONNES SONT EN SITUATION D'INSECURITE ALIMENTAIRE?

Le nombre de ménages utilisant des stratégies de survie sévères basées soit sur la consommation soit sur les moyens d'existence (cf, Encart 1) a baissé entre juillet et octobre 2020, passant de 55 pour cent à 51 pour cent.

La proportion de ménages faisant recours aux stratégies de survie sévères basées sur la consommation est restée stable à 20 pour cent depuis le mois de juillet. Cela consolide la forte amélioration observée entre mai 2020 (51 pour cent) et juillet 2020 (20,1 pour cent), suite à l'assouplissement des restrictions liées à la

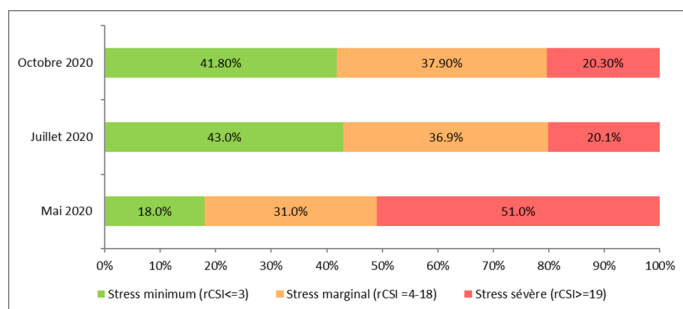


Figure 1. Evolution de la situation de la sécurité alimentaire des ménages entre mai et octobre 2021.

pandémie de COVID-19.

La proportion de ménages utilisant les stratégies de survie sévères basées sur les moyens d'existence a également baissé depuis le mois de juillet, passant de 48,5 en juillet à 42,4 pour cent en octobre.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer la légère amélioration observée entre juillet et octobre. Tout d'abord, le démarrage de la campagne de commercialisation de la noix de cajou a été retardé en juin/juillet. En raison de ce retard, beaucoup de ménages détenaient encore au mois d'octobre 2020 quelques revenus issus de la commercialisation de la noix de cajou. En outre, grâce à un hivernage précoce et une importante pluviométrie en 2020, les récoltes d'arachides, de maïs et de tubercules avaient démarré au mois d'octobre et avaient ainsi légèrement amélioré la disponibilité alimentaire de

plusieurs ménages. De plus, les ménages ruraux interrogés lors d'une mission d'évaluation de la campagne agricole 2020-2021 ont mentionné que l'absence de cérémonies familiales, notamment les mariages et les funérailles, causé par les restrictions

Encart 1—Les stratégies de survie

Stratégies basées sur la consommation

L'indice rCSI est utilisé pour comparer le niveau des difficultés rencontrées par les ménages d'un pays en mesurant la fréquence et la sévérité des comportements de consommation alimentaire qu'ils adoptent lorsqu'ils font face à un manque de nourriture. Plus l'indice rCSI est élevé, plus le ménage est vulnérable. La valeur moyenne de l'indice rCSI est restée quasi stable passant de 9,89 à 9,82 entre juillet et octobre 2020, alors que la baisse est très nette par rapport à mai 2020, au cours duquel la valeur de l'indice était de 20. Cet amélioration est principalement due à l'allègement progressif des mesures de restriction liées à la COVID-19. Le recours aux aliments moins préférés et moins chers est la stratégie la plus utilisée par les ménages (70 pour cent), suivi par la limitation des quantités préparées pendant les repas, (34 pour cent), la réduction des quantités consommées par les adultes pour nourrir les enfants (29 pour cent), la diminution du nombre des repas par jour (28 pour cent) et l'emprunt de vivres ou la sollicitation de l'aide d'un proche (21 pour cent).

Stratégies basées sur les moyens d'existence

Si l'usage des stratégies basées sur la consommation s'épuisent ou ne permettent pas à résoudre les problèmes d'alimentation, les ménages sont obligés d'utiliser des stratégies basées sur les moyens de subsistance/d'existence. En octobre 2020, 37,5 pour cent utilisent des stratégies de stress, comme emprunter de l'argent ou dépenser son épargne. Cela réduit la capacité des ménages à faire face à des chocs dans le futur en raison d'une diminution des ressources ou une augmentation des dettes. En suite, 33,7 pour cent des ménages utilisent des stratégies de crise (ex. la vente de biens productifs) qui réduisent directement la productivité future, dont la formation du capital humain. Enfin, 8,7 pour cent des ménages font recours à des stratégies d'urgence. Les stratégies d'urgence, comme la vente de terrain ou la vente des dernières femelles reproductives affectent la productivité future et sont plus difficiles à inverser. Quant aux motivations qui poussent les ménages à recourir aux stratégies basées sur les moyens d'existence, 33,4 pour cent des ménages le font pour des raisons alimentaires, 15,4 pour cent à cause d'autres problèmes économiques, et 51,2 pour cent pour des problèmes à la fois alimentaires et économiques.

pour cent ont de l'argent disponible pour acheter de la nourriture pouvant couvrir une période de 15 jours en moyenne. Bien que la proportion de ménages avec un stock alimentaire ou de l'argent pouvant acheter de la nourriture soit élevée, on note la courte durée de couverture de ces stocks.

5. PROFIL DES MÉNAGES VULNERABLES

Il y a une relation claire entre le niveau de consommation alimentaire des ménages et le niveau d'instruction des chefs de ménage. Le niveau d'instruction influence positivement le niveau de consommation alimentaire des ménages. En effet, la proportion de ménages avec une consommation inadéquate (consommation pauvre ou limite) est de 16,4 pour cent chez les ménages dirigés par des personnes sans instruction contre 13,4 pour cent chez les ménages dirigés par des personnes qui se sont arrêtés au niveau primaire, 10,5 pour cent au secondaire et 3,6 pour cent chez les ménages dirigés par des personnes qui ont fait des études supérieures.

Les ménages dirigés par des femmes sont moins vulnérables que ceux dirigés par des hommes. En effet, seuls 8,9 pour cent des ménages dirigés par les femmes avaient une consommation inadéquate contre 13,5 pour cent pour ceux dirigés par des hommes. Aussi, 46,8 pour cent des ménages dirigés par les femmes faisaient recours aux stratégies de survie néfastes basées sur la consommation et/ou les moyens d'existence contre 51,6 pour cent pour ceux dirigés par des hommes. Cette tendance favorable aux ménages dirigés par les femmes pourrait découler de la prise en compte dans cette enquête de ménages urbains. En zone urbaine, les femmes qui dirigent des ménages sont souvent des femmes financièrement autonomes, alors qu'habituellement les ménages ruraux dirigés par des femmes sont souvent vulnérables car dirigés pour la plupart du temps par des veuves sans emploi avec des dépendants jeunes. Cependant, cette tendance assez inédite doit être éprouvée aux prochaines enquêtes.

Par ailleurs, la consommation alimentaire des ménages se dégrade, de façon continue, avec l'augmentation de la taille des ménages. Le niveau d'utilisation des stratégies de survie sévères augmente de façon parallèle avec l'augmentation de la taille des ménages. En outre, les ménages avec des dépendants (enfants de moins de 5 années) sont plus vulnérables que ceux qui n'en ont pas. En effet, la proportion de ménages avec une consommation alimentaire pauvre/limite est de 14,2 pour cent chez les ménages avec dépendants (enfants de moins de 5 années) contre 7,3 pour cent pour les autres. Aussi, la proportion de ménages avec dépendants utilisant des stratégies de survie sévères basées sur la consommation et/ou sur les moyens d'existence est de 52,3 pour cent contre

45,2 pour cent chez les ménages sans dépendant de moins de 5 années. La présence d'enfants de cet âge constitue en général un frein pour les mères qui ne peuvent pas s'engager pleinement dans des activités génératrices de revenus. Enfin, les ménages qui dépendent de la mendicité, des dons, et dans une certaine mesure ceux qui dépendent du travail journalier agricole et de l'exploitation forestière sont parmi les plus vulnérables, à l'opposé des ménages moins vulnérables dépendant d'activités non agricoles : travail formel, commerce et transport.

6. SITUATION DES MARCHES

Depuis août 2020, le PAM, en partenariat avec le Ministère de l'agriculture et du développement rural (MADR) et l'Institut national de la statistique (INE), a étendu son système mensuel de suivi des prix des marchés de 9 à 44 marchés, établissant un système national couvrant les 39 secteurs de la Guinée-Bissau (un marché pour chaque secteur et cinq marchés dans la capitale Bissau). Le système de suivi monitoré les prix de 50 produits alimentaires et non alimentaires.

En octobre 2020, les marchés sont bien approvisionnés en produits alimentaires et non alimentaires pendant la période de l'enquête ainsi que durant les mois qui l'ont précédée. Les céréales locales sont encore présentes dans les marchés, même si le mil, le sorgho et le maïs commencent à se raréfier.

En octobre 2020, le prix du riz ordinaire importé, c'est-à-dire le principal produit alimentaire de base, est légèrement en dessous de son prix habituel de 350 Fcfa le kilogramme. Le prix riz local, en revanche, a connu une hausse progressive, passant de 446 Fcfa le kilogramme en juillet à 500 Fcfa en octobre.

En octobre 2020, près de la moitié (43,6 pour cent) des produits monitorés a connu une hausse des prix. Le prix est resté stable pour 30,8 pour cent des produits, et a baissé pour 25,6 pour cent des produits (aucun produit parmi ceux de base).

Figure 3. Suivi des prix de produits alimentaires et non alimentaires en octobre 2021

Groupe alimentaire	Produits	Unité	Juillet 2020	Octobre 2020	Variation (%)	
Céréales	Riz (local)	kg	446	500	12.1	▲
	Riz (importé)	kg	366	333	-9.0	▶
	Mil	kg	647	710	9.7	▶
	Farine de blé	kg	494	550	11.3	▲
	Maïs	kg	1033	600	-41.9	▼
	Pain	Unidade	100	150	50.0	▲
Tubercule	Patate douce	kg	366	533	45.6	▲
	Manioc	kg	331	600	81.3	▲
Légumineuse	Arachide	kg	575	633	10.1	▲
	Noix de cajou	kg	2331	1567	-32.8	▼
	Haricot	kg	660	750	13.6	▲
Légume	Concombre	kg	533	750	40.7	▲
	Gombo	kg	1350	467	-65.4	▼
	Oignon	kg	575	675	17.4	▲
	Carotte	kg	1350	1090	-19.3	▼
	Tomate	kg	1003	1583	57.8	▲
Fruits	Banane locale	kg	542	790	45.8	▲
	Banane importée	kg	N/A	N/A		
	Limon	kg	448	767	71.2	▲
	Mangue	kg	N/A	500		
Viande, poisson	Viande de boeuf sans os	kg	3736	4000	7.1	▶
	Viande de boeuf avec os	kg	2775	3500	26.1	▲
	Poulet local vivant	Unit	4236	4167	-1.6	▶
	Poisson frais (bica, barbo, linguado)	kg	1446	3633	151.2	▲
	Poisson frais (Tainaha, Bagri, Bentana)	kg	1171	1833	56.5	▲
	Poisson frais (sardinela, djafal, bentaninhas)	kg	775	980	26.5	▲
	Poisson séché	kg	1932	1583	-18.1	▼
Huile	Huile de palme	Litre	1182	1133	-4.1	▶
	Huile végétale importée	Litre	1039	1000	-3.8	▶
Produits laitiers	Lait en poudre	kg	3250	3333	2.6	▶
Sucrierie	Sucre	kg	577	500	-13.3	▼
Produit non alimentaire	Sabonete (corpo)	kg	131	100	-23.7	▼
	Sabão (barra)	kg	603	783	29.9	▲
	Lenha	Unit	150	150	0.0	▶
	Carvão	Unit	130	100	-23.1	▼
	Vela (pequena)	Unit	55	50	-9.1	▶
	Vela (grande)	Unit	122	117	-4.1	▶
	Pilha (pequena)	Unit	186	167	-10.2	▼
	Pilha (grande)	Unit	378	300	-20.6	▼
	Combustível (Gasóleo)	Litre	662	637	-3.8	▶
	Combustível (Gasolina)	Litre	709	663	-6.5	▶

▼ Baisse de plus de 10%
▲ Hausse de plus de 10%
▶ Variation inférieure ou égale à 10%

7. METHODOLOGIE

Cette enquête a été menée avec la méthode mobile Vulnerability Analysis and Mapping (mVAM). Il s'agit de la méthodologie d'analyse de la vulnérabilité et de la cartographie du PAM, qui utilise la technologie mobile pour suivre à distance la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages, ainsi que les tendances liées au marché. Le système mVAM a été lancé en 2013 et a été mis en œuvre dans des contextes humanitaires très différents dans plus de 30 pays au cours des cinq dernières années.

La collecte des données a eu lieu du 02 au 16 octobre 2020. Au total, 2075 ménages ont été contactés, et 2052 ont accepté de participer à l'enquête (taux de non-réponse très faible, de 1,1 pour cent). Au minimum 180 ménages ont été sélectionnés par région, comme recommandé dans le manuel du mVAM (WFP, 2020). Les données ont été reçues à temps réel dans le serveur et cinq superviseurs se sont chargés d'assurer le contrôle de la qualité des données en vérifiant les questionnaires, en faisant des contre-enquêtes auprès des ménages, et en contactant les enquêteurs pour d'éventuelles corrections. Les données collectées ont été pondérées au moment de l'analyse pour tenir compte des poids démographiques de chaque région.

BIBLIOGRAPHIE

- Coping Strategies Index: Field Methods Manual. Copyright © 2008 Cooperative for Assistance and Relief Everywhere, Inc. (CARE).
- Ministério da Economia e Finanças, Direção Geral do Plano/Instituto Nacional de Estatística (INE), 2016. Projections Demographiques en Guinée-Bissau (2009 – 2030).
- Inquérito aos Indicadores Múltiplos (MICS6), 2020. Relatório Final 2018-2019.
- International Monetary Fund; The Department of African Affairs, 2017. Guinea-Bissau: Selected Issues Paper; International Monetary Fund: Washington, DC, USA.
- United Nations World Food Programme (WFP), 2020. Establishing remote monitoring and assessment capacities for covid-19 response. A practical guide.

- United Nations World Food Programme (WFP), Mai 2020. Enquête mVAM de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Guinée-Bissau.
- United Nations World Food Programme (WFP), Juillet 2020. Enquête mVAM de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Guinée-Bissau.
- United Nations World Food Programme (WFP), 2020. Enquête de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Guinée-Bissau.
- World Employment and Social Outlook: Trends 2020 International Labour Office – Geneva: ILO, 2020

POUR PLUS D'INFORMATION:

- Momadou Sow, VAM and M&E Officer (WFP - Guinea-Bissau) - momadou.sow@wfp.org
- Alessia Vittorangeli, Partnerships & Reporting Officer (WFP Guinea-Bissau) - alessia.vittorangeli@wfp.org